

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: 25 (1988)

Heft: 900

Artikel: Social-démocratie : horaires et salaires

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018089>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Horaires et salaires

(y) C'est un privilège de la social-démocratie que de rassembler — et de tolérer en son sein — de belles et fortes têtes qui lui compliquent passablement la vie, mais la lui sauvent aussi sans doute. Oskar Lafontaine est de ces têtes-là; il en a la capacité d'analyse, le discernement, le flair politique, le courage de dire et de faire. A cela s'ajoutent une bonne dose de culot et un sens aigu du marketing personnel, comme il convient à un homme de communication qui assure la diffusion de ses livres et la promotion de sa propre image.

Moyennant quoi, O. Lafontaine a bien mérité du parti social-démocrate ouest allemand, auquel il adhérait à l'âge de 23 ans, en 1966; dix ans plus tard, il se retrouve maire de Sarrebrück, capitale de ce Land de la Sarre dont il devient le «ministre-président» en 1985, en renversant la majorité démocrate-chrétienne. Après l'échec de Johannes Rau, qui est un peu l'anti-Lafontaine, on parle de plus en plus du Sarrois pour une candidature socialiste à la Chancellerie en 1990, comme on parle de Lothar Späth pour la succession de Helmut Kohl.

A l'intérieur du parti SPD, dont il a gravi les principaux échelons jusqu'à la vice-présidence nationale, O. Lafontaine joue un rôle de dérangeur et se pose volontiers comme le destructeur de tabous... provisoires. C'est ainsi qu'il a obtenu le ralliement de la SPD au mouvement antinucléaire et su faire passer quelques-uns des postulats de l'éco-socialisme, représenté notamment par Erhard Eppler et Joseph Huber. Avec sa conception d'un «autre progrès», O. Lafontaine suscitait déjà la méfiance des syndicats, dont il ne peut méconnaître la préoccupation prioritaire: le taux de chômage dans la Sarre sidérurgique se maintient depuis des lustres aux environs de 14%, une douloureuse réalité à laquelle la présidence de Lafontaine n'a rien changé.

Aujourd'hui qu'un travailleur sur dix se trouve sans emploi en Allemagne fédérale, Oskar Lafontaine y va d'une proposition qui confirme sa mission de briseur de tabous. Il préconise des réductions d'horaires, sans maintien intégral du salaire, pour les employés et ouvriers payés plus de 5000 DM par mois. Et de citer l'exemple des enseignants, qui feraient bien de se partager le travail plutôt que de subir à la fois le stress et le sous-emploi. On imagine le tollé dans les

fédérations syndicales, fonctionnaires en tête, et aussi les mouvements de sympathie plus ou moins suspects que peut susciter une telle proposition, faite dans une interview à l'hebdomadaire économique *Wirtschaftswoche* (12..2.88). En bref, les organisations syndicales assurent ne pas vouloir entrer en matière, les socialistes multiplient les réunions au sommet, les libéraux sourient à l'idée d'une nouvelle coalition SPD-LDP dans les années nonante. De leur côté, les patrons aiment bien l'idée mais la jugent peu efficace dans la lutte contre le chômage; car la réduction des horaires, avec ou sans maintien du salaire au niveau antérieur, ne fait pas apparaître comme par miracle les travailleurs qualifiés qui font défaut aujourd'hui dans diverses branches et entreprises. Lafontaine n'a cure de ces félicitations et objections. Il poursuit, imperturbable, dans sa voie de «provocateur raisonnable». Il se dit conservateur dans le sens des écolos qui veulent sauvegarder l'environnement, mais conservateur social en préservant les acquis essentiels et en flexibilisant les accessoires, tels le salaire des classes supérieures ou les horaires d'ouverture des magasins — prochain cheval de bataille annoncé.

En tout état de cause, le dernier pavé lancé par O. Lafontaine dans la mare de la gauche allemande va faire des remous, en Suisse aussi à n'en pas douter. Avec cette différence que les horaires de travail demeurent en moyenne supérieurs à 40 heures en Suisse (42,8 heures en 1987 pour le personnel d'exploitation, 41,8 pour les employés de bureau) et que le chômage n'atteint pas 1% dans notre pays. Il s'agit en RFA de réduire le sous-emploi en partageant le travail à faire, alors qu'en Suisse nous en sommes (encore?) à répartir les fruits de la prospérité et les bénéfices de la productivité en augmentation continue. Il n'empêche que du côté des associations patronales helvétiques on ne va pas manquer de se déclarer intéressé par les idées de Lafontaine, histoire d'alimenter la campagne en vue de la votation sur les 40 heures, prévue pour cette année encore. Un courant de plus à remonter pour préparer la «société de l'avenir», voulue par les camarades Lafontaine et consorts. ■

Oskar Lafontaine: *Der andere Fortschritt*, 1985. *Die Gesellschaft der Zukunft*, 1988. Tous deux à Hambourg chez Hoffmann und Campe.

(ag) Une Table ouverte n'est pas faite pour résoudre en quelques dizaines de minutes un problème complexe. Mais elle révèle des visages, des tempéraments, des tendances. Melchior Ehrler, le nouveau directeur de l'Union suisse des paysans, affrontait le public romand. L'homme est sympathique, ouvert; il a donné, pour qui désire en savoir plus, sur son approche du problème agricole un article intelligent à *La Vie économique* (mars 88). Mais l'ouverture aux idées nouvelles se heurte aussi à l'inertie des institutions et à l'entêtement des hommes. Melchior doit encore confirmer son prénom.

TABLE OUVERTE L'élément oublié

A Table ouverte, M. Cuche, ses contradicteurs, chacun dans sa partition et tous voulant du bien à la paysannerie, ne l'ont pas amené à aller au-delà des principes généraux et d'une perception aiguë que les choses ne sont pas simples.

Deux remarques:

— Personne, au cours du débat, n'a évoqué, comme facteur de renchérissement de la production agricole, le prix du sol. M. Ehrler ne le retient pas non plus dans l'article cité. Etonnant quand je pense aux affrontements, aux initiatives anciennes et à venir, sur ce sujet capital.

— Les premières applications des paiements directs qui ont été évoquées confirmant combien sont grands les risques de bureaucratisation. La forme contractuelle que nous avons esquissée et sur laquelle il faudra revenir, en force et en détail, aurait infinité plus de souplesse. ■